

## FOCUS

Par Dominique FRUCHTER  
Économiste pour les Balkans  
occidentaux, l'Asie Centrale,  
le Caucase, la Russie et l'Ukraine  
basé à Paris, France

## La stratégie du « Made in Russia » : un instrument de la diversification de l'économie qui a ses limites

Grâce aux efforts des autorités, la diversification de l'économie russe progresse, notamment dans certains secteurs comme l'informatique, la pharmacie, l'automobile ou l'agroalimentaire. Dans ce dernier cas, le processus a été encouragé par les contre sanctions russes adoptées en réplique aux sanctions occidentales. La diversification de l'économie est considérée comme un moyen de réduire la dépendance du pays aux importations et, par la même occasion, aux hydrocarbures. Cependant, elle se heurte à des obstacles structurels. Ainsi, elle est sujette à la disponibilité des intrants, à la modernisation de l'appareil productif et à l'amélioration de l'environnement des affaires. L'exigence de substitution de la production locale aux importations et/ou d'accroissement du contenu local trouve sa limite dans la disponibilité et la qualité des composants locaux. De plus, le développement et la modernisation des filières locales de production nécessitent l'importation de machines et de technologies, très souvent en provenance des pays occidentaux. Les sanctions et contre sanctions actuelles et, potentiellement, à venir, l'environnement des affaires (noté B par Coface, 5<sup>ème</sup> cran sur une échelle de 8), le risque politique croissant, le manque de main d'œuvre disponible pèsent sur les investissements, tant domestiques qu'étrangers, Aussi, les matières premières, notamment les hydrocarbures, comptent encore pour beaucoup dans l'économie, même si le lien entre cours du pétrole et croissance économique s'est distendu en lien avec la nouvelle règle budgétaire visant à déconnecter l'économie des variations de la conjoncture pétrolière et par l'influence croissante du contexte politique sur les mouvements de capitaux au détriment du cours du brut.

### La diversification est déjà en cours

#### Une diversification soutenue par les pouvoirs publics et encouragée par les sanctions occidentales

Ce mouvement se situe dans le cadre d'une politique industrielle dont les prémices apparaissent au début des années 2000, après une décennie de bouleversement des structures industrielles issues de l'ère soviétique. Le rapport Stratégie 2020 remis en 2007 est formalisé par les lois fédérales n°57 du 29 avril 2008 et n°217 du 2 août 2009<sup>1</sup>. Il est axé sur la modernisation, les technologies, l'innovation à travers les zones économiques spéciales, les clusters, les ressources humaines, l'éducation. Vient ensuite la Stratégie Industrielle 2030 formalisée par

la loi fédérale n°488 du 31 décembre 2014. Ce texte donne une assise à la politique de restriction et de substitution aux importations adoptée dans l'agroalimentaire en 2014 suite aux sanctions occidentales. Il prévoit aussi, dans ses déclinaisons sectorielles, un ciblage des projets et des financements publics, un rapprochement entre recherche et industrie, un appui à l'exportation. Dans ce cadre est créé la même année le Centre russe de l'exportation qui regroupe la promotion, le financement et l'assurance. L'année suivante, c'est le tour des contrats spéciaux d'investissement destinés à favoriser les investissements étrangers. Le « made in Russia » est encouragé par des baisses d'impôts sélectives, un accès privilégié aux commandes publiques et des crédits avantageux pour financer des projets d'exportation (décret 719). La législation

sur les clusters et les parcs industriels est renforcée. Les sanctions occidentales, la chute vertigineuse du prix du pétrole et la dévaluation concomitante du rouble en 2014 ont joué le rôle de catalyseur pour les autorités à la recherche de la diversification de l'économie, comme moyen de réduire la dépendance du pays aux importations et, par la même occasion, aux hydrocarbures.

### La diversification est déjà effective dans certains secteurs

C'est dans le secteur agroalimentaire que les résultats ont été les plus significatifs<sup>2</sup>. En effet, les sanctions occidentales ont été suivies de contre sanctions russes prenant la forme d'un embargo sur les importations de produits agroalimentaires en provenance des pays ayant imposé les sanctions. Les importations touchées représentaient 1/10 de la consommation alimentaire. Alors que les importations assuraient 60% de la consommation de fruits, la moitié de celles-ci ont été arrêtées. Pour les produits laitiers, les chiffres furent respectivement 20 et 50%. La viande, le poisson, les légumes, les produits élaborés ont été aussi concernés, mais les importations visées représentaient une part moindre de la consommation. Malgré le recours à d'autres fournisseurs étrangers, d'importantes subventions et l'importation illégale via des pays tiers, la rarefaction a provoqué un renchérissement qui a détourné les consommateurs russes des produits d'importation au profit de ceux produits localement, ou les a carrément dissuadé d'acheter ces produits. Cependant, le renchérissement a concerné aussi les produits locaux<sup>3</sup>. La part des importations dans la consommation alimentaire est passée d'environ un tiers à 20% et l'autosuffisance a été atteinte pour la viande. Au total, l'agroalimentaire représentait 11,4% des importations russes en 2018 contre 13% en 2012, soit 27 milliards de dollars (constants) contre 41. Par ailleurs, le Décret présidentiel de mai 2018

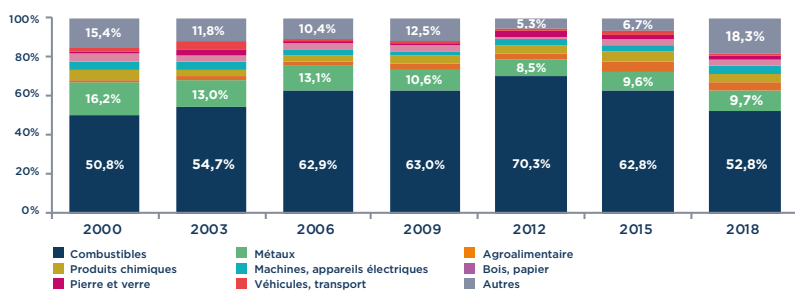
comprend un objectif, d'ici 2024, d'augmentation de 11% de la production agroalimentaire et de doublement des exportations agroalimentaires, le troisième poste avec 5,1% des exportations totales en 2018 contre 3,2% en 2012 (23 milliards de dollars contre 17), grâce, notamment, aux céréales et aux oléagineux. Dans ce cadre, un programme gouvernemental d'USD 4 milliards (2018-2020) vise à encourager la production nationale à travers le transport ferroviaire, des prêts aidés, des subventions. Un programme spécifique reposant sur 70 milliards de dollars d'investissements privés et publics vise à faire passer la production de céréales de 118 à 140 millions de tonnes et les exports de 45 à 56 millions de tonnes d'ici 2035. Les oligarques sont invités à investir dans ce domaine. Cependant, la qualité parfois moindre de la production locale, même compensée par des prix inférieurs, entretient les importations : c'est le cas, par exemple pour les pommes, dont une bonne partie de la production locale va à l'industrie de transformation<sup>4</sup>.

Des efforts similaires sont entrepris dans d'autres secteurs, avec plus ou moins de succès. La recherche de l'indépendance pour les produits considérés comme stratégiques est là encore déterminante. En plus de la recherche d'indépendance, un autre motif de restriction des importations peut être la simple volonté de favoriser la filière locale et ses acteurs ; les chocolatiers ont ainsi obtenu que leur produit soit rajouté à la liste des importations interdites en 2015.

Un décret de février 2019 interdit au secteur public l'importation de **matériel informatique, de télécommunication et d'électroménager**, lorsqu'il existe des producteurs locaux (c.-à-d. détenus à au moins 50% par des russes). Par ailleurs, un projet de loi en discussion prévoit de plafonner à 20% la présence étrangère au capital des entreprises technologiques russes. Concomitamment, les autorités cherchent à développer la production de composants électroniques jusqu'à présent achetés à 77 fournisseurs étrangers. C'est une réponse à l'embargo occidental sur les ventes de technologie destinée aux secteurs de l'énergie, du renseignement et de la défense. Déjà, les exportations russes d'applications pour mobiles, de systèmes de navigation et de sécurisation des données se développent, tandis que les autorités favorisent le développement de moteurs de recherche et de système d'exploitation locaux, avec, aussi, le souci de moins dépendre des technologies occidentales et de mieux contrôler l'information. Cependant, les performances restent modestes. Les exportations de biens relevant des technologies de l'information n'ont représenté en 2017 que 0,58% des exports totales (source : Nations Unies ; *Globaleconomy.com*). Les exportations de services informatiques se sont élevées à 4 milliards de dollars en 2018 contre 2 milliards en 2012, les importations atteignant 3,5 milliards contre 2,3 en 2012 (source : *World Trade Statistical review*). Pour l'association professionnelle Russoft, les exportations russes de software sont passées de 2,7 milliards de dollars en 2009, à 7,6 en 2016 et 10,5 en 2018, tandis que le chiffre d'affaires total des entreprises du secteur atteignait 17 milliards.

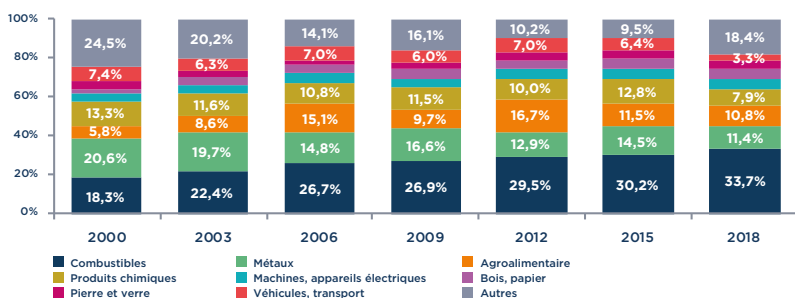
La même volonté de réduire la dépendance aux importations est observée dans la **pharmacie**. Pharma 2020, une déclinaison sectorielle de Stratégie 2020, comprend des incitations fiscales à produire localement, des avantages aux produits locaux dans les marchés publics. Les fabricants étrangers signant un contrat d'investissement spécial avec les autorités peuvent bénéficier d'une exclusivité avec l'État. Pourtant, en 2018, les produits locaux n'occupaient que 20% du marché, mais 35% dans les achats publics et 83% pour les produits considérés comme essentiels, dans tous les cas en-dessous

**GRAPH 1**  
Répartition sectorielle des exportations russes



Sources: WITS, ITC, calculs Coface

**GRAPH 2**  
Répartition sectorielle des importations russes



Sources: WITS, ITC, calculs Coface

1 - Christian Longhi et Sylvie Rochhia, Dix ans de politique industrielle en Russie (Revue d'économie industrielle 2016/3 n°155)

2 - Judy Twigg, Russia is winning the sanctions game (National Interest) <https://nationalinterest.org/blog/skeptics/russia-winning-sanctions-game-47517>

3 - Was bringt der Einfuhrstopp für europäische Lebensmittel für Russland? <https://ausenwirtschaft.vdma.org/viewer/-/v2/article/render/38802458>

4 - <https://russiabusinesstoday.com/agriculture/russias-fruit-import-substitution-not-working-as-planned-data-shows/>

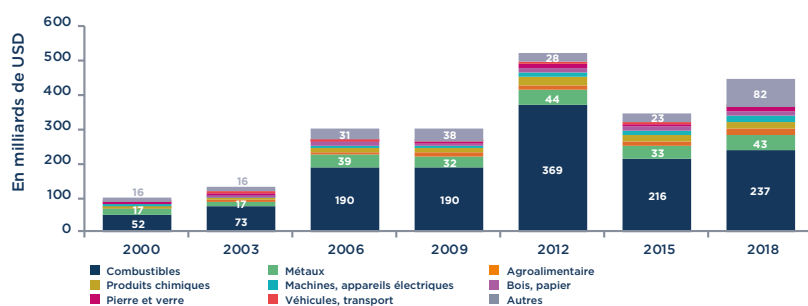
des objectifs. Les importations pharmaceutiques comptaient pour 4,6% dans les importations totales, comme en 2012. Pharma 2030, qui vient d'être adopté, prévoit de faire passer la production locale de 20 à 65% du marché, de développer les exportations, pour l'instant anecdotiques. Les fabricants étrangers sont prudents dans leurs investissements compte tenu de l'interférence publique en matière de prix, d'importations parallèles, de génériques, et du respect relatif de la propriété intellectuelle.

Dans l'automobile, les objectifs d'Auto 2020 ont été repoussés à 2025. Il s'agit notamment de faire passer la part des composants fabriqués localement de 30 à 55% et d'augmenter les exportations limitées, pour l'instant, aux marchés d'Asie centrale. Entre 2012 et 2018, la part des véhicules dans les exportations russes est restée proche de 1%, alors que celle des importations passait de 17 à 11%, soit de 53 milliards de dollars à 26. Les contrats d'investissement spéciaux concluent avec les fabricants étrangers prévoient, pour une période pouvant aller jusqu'à 10 ans, des cadeaux fiscaux, un accès privilégié aux marchés publics et une protection contre les évolutions futures de la fiscalité contre des engagements à produire local et à promouvoir l'innovation. Sur un marché occupé à 75% par l'occasion, caractérisé par une faible utilisation des capacités (45%) et artificiellement soutenu par le programme gouvernemental d'aide à l'achat de véhicules de tourisme « Première voiture, voiture familiale » introduit en 2017 avec des prêts aidés et des réductions de prix de 10 à 25%, la prudence est de mise. Alors qu'Opel annonce son retour sur le marché russe, Ford y ferme ses usines. Le marché des véhicules commerciaux et des camions, plus dynamique, est plus attractif.

## La diversification est sujette à la disponibilité des intrants, à la modernisation de l'appareil productif et à l'amélioration de l'environnement des affaires

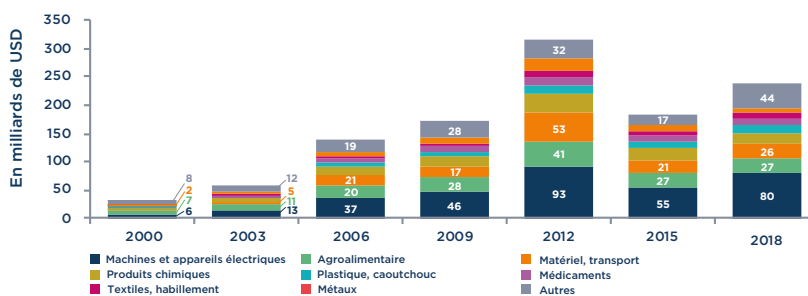
L'exigence de substitution de la production locale aux importations et/ou d'accroissement du contenu local trouve sa limite dans la disponibilité et la qualité des composants locaux. Ainsi, le pays a un déficit de certains produits pétrochimiques à forte valeur ajoutée, tels que les composites ou les additifs<sup>5</sup>, mais également de produits métallurgiques laminés et de tubages<sup>6</sup>. Cela illustre l'insuffisance de la transformation locale des matières premières à laquelle les autorités comptent aussi remédier. De plus, le développement et la modernisation des filières locales de production nécessitent l'importation de machines et de technologies, très souvent en provenance des pays occidentaux (Allemagne, USA, Suisse, Royaume-Uni, Pays-Bas...), mais, de plus en plus, de Chine, de Corée ou de Taiwan où les prix sont moins élevés. Bien que les sanctions ne concernent que quelques secteurs (transports, énergie, télécommunications, exploration pétrolière et gazière), l'importation de certaines technologies est rendue difficile, lorsqu'elles ont des usages mixtes. Plus on monte en gamme, plus ces obstacles sont importants. Ainsi, selon les résultats d'une étude de juillet 2019 de l'Institut de recherche statistique et d'économie de la connaissance dépendant de la Higher School of Economics russe, les importations et les exportations de produits et services technologiques ont respectivement augmenté en dollars courants de 7,7 et 5,8 fois entre 2001 et 2018 pour atteindre chacune 3,1 et 1,4 milliards de dollars. Dans les importations, l'ingénierie représentait 46% et les biens protégés au titre de la propriété intellectuelle 35%. On voit bien le poids disproportionné des importations de biens d'équipement par rapport

GRAPH 3  
Répartition sectorielle des exportations russes en milliards de USD



Sources: WITS, ITC, calculs Coface

GRAPH 4  
Répartition sectorielle des importations russes en milliards de USD



Sources: WITS, ITC, calculs Coface

aux exportations. En 2018, elles représentaient 33,7% du total des imports en 2018 contre 29,3% en 2013. Dans l'agroalimentaire, 50% de la valeur ajoutée est d'origine étrangère du fait des importations d'intrants et de machines. Stratégie 2030 vise à réduire la part des machines-outils importées, actuellement de 70%, à tripler la production de machines agricoles, à faire passer la part locale dans les engins de construction de 40 à 70%. À cet effet, les fabricants locaux reçoivent des subventions à la recherche, à la production et à la vente.

Les sanctions et contre sanctions actuelles et, potentiellement, futures, l'environnement des affaires (noté B par Coface, 5<sup>ème</sup> cran sur une échelle de 8), le risque politique croissant (confrontée à l'érosion de son pouvoir d'achat, la population a montré son désenchantement avec le pouvoir lors des dernières élections locales), le manque de main d'œuvre disponible lié à la faible natalité pèsent sur les investissements, tant domestiques qu'étrangers, même lorsque ceux-ci permettraient de hâter la diversification et de réduire la dépendance aux importations. Ainsi, les investissements directs étrangers, hors profits réinvestis incluant les bénéfices envoyés dans les centres offshore avant d'être rapatriés, n'ont représenté que 0,5% du PIB en 2018. La raréfaction des investissements étrangers et les restrictions à l'importation ne poussent pas à l'amélioration de l'environnement des affaires. Dans une économie relativement concentrée, y compris dans les secteurs où l'Etat est peu présent, avec des obstacles aux importations, la concurrence est réduite et les rentes de situation communes<sup>8</sup>.



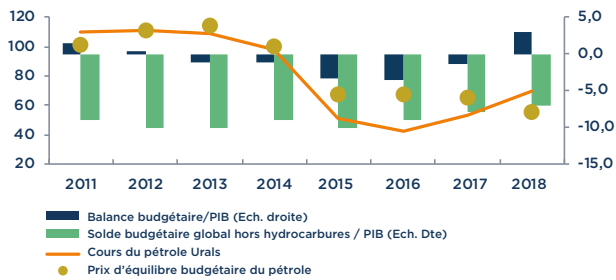
5 - <https://www.hydrocarbonprocessing.com/magazine/2019/march-2019/columns/europe-russian-petrochemicals-industry-on-the-verge-of-large-scale-growth>

6 - Import-substitution prospects for Russian non-ferrous metals market: <https://www.acra-ratings.com/research/1279>

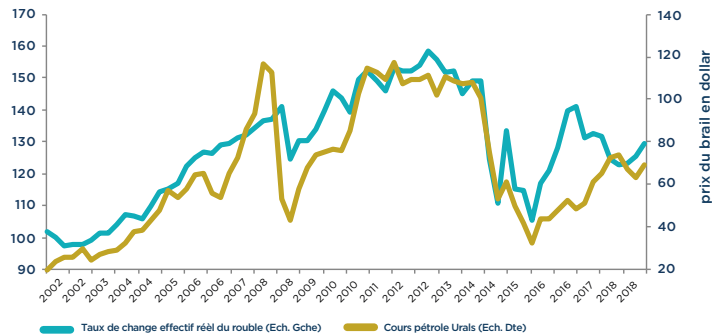
7 - <https://www.globalmarketsinternational.com/latestmarketpost/russia-machinery-mechanical-engineering-companies-projects-2019/>

The Russian machine tool industry, prospects for a turnaround? par Tomas Malmjöf (février 2019) <https://www.foi.se/rest-api/report/FOI-R--4635--SE>

8 - <https://russiabusinessstoday.com/economy/food-embargo-profitable-for-nearly-half-of-russian-businessmen-study-shows/>

**GRAPH 5**  
Déficit public fédéral et prix du pétrole


Sources: Datastream, Ministry of Finance, Intellinews, ING

**GRAPH 6**  
Cours du pétrole et taux de change effectif réel


Sources: Datastream

## Les matières premières, notamment les hydrocarbures, comptent encore beaucoup dans l'économie, même si le lien entre hydrocarbures et marché de l'économie s'est récemment distendu

La part de l'ensemble des hydrocarbures et de l'économie afférente dans le PIB s'est élevée à 30% en 2018, à parts égales pour le pétrole et le gaz. Les produits minéraux représentaient encore 67% des exportations de marchandises en 2018 contre 73% en 2014. Pour les seuls hydrocarbures, les chiffres étaient, respectivement, de 58% et 66,4%. Pour le pétrole et ses dérivés, dont le pays est le deuxième exportateur mondial, 46% et 54%. Sous la forme de taxes à la production et à l'exportation, les hydrocarbures ont assuré 45% des recettes du budget fédéral en 2018 et un tiers des recettes publiques totales, soit une légère hausse par rapport à 2014. Près de la moitié du coût de production d'un baril de pétrole ou de son équivalent de gaz (USD 20, un niveau double de celui de l'Irak, de l'Iran et de l'Arabie saoudite, mais semblable à celui de la Norvège, des Etats-Unis hors schistes ou de l'Indonésie (source: Rystad Energy UCube) est constitué

par des taxes. Mais, il faut y rajouter le produit de l'impôt sur le revenu versé par les entreprises du secteur de l'énergie et les salariés de ce secteur, ainsi que les subventions sur le prix de vente de l'énergie financées par le secteur. Faute de recettes pétrolières, le budget fédéral aurait été en déficit de 7% par rapport au PIB en 2018. On comprend, dès lors, le souci des autorités de maintenir le cours actuel (USD 65 le 16 septembre 2019), alors que le cours permettant d'équilibrer le budget primaire fédéral se situe à USD 50, en participant à l'accord OPEP+ de maintien des cours en vigueur depuis 2016. Les opérateurs cherchent à contrebalancer la faible progression de la production des champs de Sibérie occidentale par le développement de ceux de l'Arctique, de Sibérie orientale et de la Caspienne, ainsi que par l'augmentation du taux de récupération estimé à 30% par l'université Gubkin. L'embargo occidental sur les exportations à destination de ce secteur oblige les opérateurs locaux à se fournir sur le marché de l'occasion pour l'équipement de leurs champs, tandis qu'Exxon a préféré se retirer de joint-ventures.

Le lien entre hydrocarbures et l'économie s'est récemment distendu. Cela peut s'expliquer, d'une part, par la nouvelle règle budgétaire visant à déconnecter l'économie des variations de la conjoncture pétrolière, d'autre part, par l'influence croissante du contexte politique sur les mouvements de capitaux au détriment du cours du brut<sup>9</sup>.

9 - Hooked on oil: is Russia breaking free? K. Vartapetov, T. Lysenko; S&amp;P Global ratings

### RÉSERVE

Le présent document reflète l'opinion de la direction de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface n'a aucune obligation de résultat mais une obligation de moyens et n'assumera aucune responsabilité pour les éventuelles pertes subies par le lecteur découlant de l'utilisation des informations, analyses et opinions contenues dans le présent document. Ce document ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement sous réserve de porter la mention apparente de Coface et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site de Coface.